

GARDANNE

Une manif contre la "biomascarade" demain

Les travaux de la tranche 4 de la centrale thermique de Gardanne, reconvertie par le groupe E.On. en mégacentrale électrique à la biomasse, devraient s'achever d'ici à la fin de l'année, pour une mise en service en 2015.

Ce projet voit une contestation croissante s'organiser depuis qu'un certain nombre d'élus et citoyens de Haute-Provence, des Alpes du Sud, rejoints par les Cévenols, les habitants du Var et des Bouches-du-Rhône, ont appris que leurs territoires ont été désignés zones d'approvisionnement prioritaires en bois forestier dont aura

besoin le groupe énergétique: 855 000 tonnes par an, dont une très large part à terme issue des forêts environnantes.

Le collectif SOS Forêt du Sud a été créé en mars pour coordonner les actions, une pétition organisée, des recours juridiques déposés. Les travaux, eux, avancent à grand pas tandis que de nombreuses voix s'élèvent sur l'opportunité environnementale d'un équipement censé fournir une énergie "propre".

Les collectifs et associations organisent un grand rassemblement devant la place de la mairie de Gardanne demain à partir de 10 h 30.

La CGT: "Ne pas se tromper de combat"

Les protestations contre les impacts environnementaux du projet biomasse à la centrale thermique de Gardanne (*lire ci-dessus*) et des rejets de boues rouges en mer d'Alteo, l'usine d'alumine de l'ancienne cité minière, font réagir l'Union locale CGT. "Dans le passé, déjà, la préservation de l'environnement était mise en avant par ceux qui ne souhaitaient qu'une chose, la fermeture de la mine, affirme Muriel Martin, responsable de la section. Aujourd'hui, ce sont les mêmes recettes que nous voyons utilisées. À la CGT, nous ne comprenons pas et dénonçons l'opposition systématique qui est faite entre nos emplois et le bien-être environnemental. Ce ne sont pas les industries, leurs emplois et leurs technologies qui sont les ennemis de l'environnement mais bien les actionnaires de ces mêmes industries, ces derniers préférant se partager égoïstement les bénéfices plutôt que de réinvestir dans l'amélioration de l'outil industriel au profit de l'écologie."

Et Muriel Martin de poursuivre: "Nous appelons tous ceux qui se battent contre Pechiney (Alteo, Ndlr) et la centrale à ne pas se tromper de combat. Nous devons imposer des industries porteuses d'emplois, de développement d'un bassin d'emplois et de technologies respectueuses de l'environnement."